



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le quinze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 décembre 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 29

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 3

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 15 décembre 2025

M_DL251215_211

CENTRE SOCIAL JEAN MOULIN - CSJM - MISE A DISPOSITION ET PARTENARIAT ASSOCIATIONS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS- CONVENTION 2026 - ADOPTION - SIGNATURE - AUTORISATION

Madame Agnès SIBILLE, Adjointe au Maire - Dans le cadre de son projet social 2026 2029, le centre social Jean Moulin travaille en partenariat et en appui de certaines associations et / ou établissements publics.

Les 4 axes du projet sont concernés :

Axe 1 : Maintenir la position de structure ressources et relais de proximité du quartier

Axe 2 : Renforcer le soutien aux publics fragiles et prévenir les vulnérabilités

Axe 3 : Renforcer la coordination éducative autour de l'enfant et valoriser les parents (A.C.F)

Axe 4 : Encourager l'engagement des jeunes dans la vie locale pour accompagner une insertion sociale positive

Chaque année des créneaux d'occupations de salles sont proposés et des actions collaboratives sont mises en place.

Cette structure est un bien municipal dont le projet est agréé par la Caisse d'Allocation Familiale de Seine Maritime. Ces salles peuvent être dans ce cadre mises à disposition des associations et d'établissements publics afin qu'elles puissent mettre en place leurs activités sur le territoire.

Ces mises à disposition sont régies par les principes de l'occupation du domaine public et sont également soumises au respect du règlement intérieur de la structure.

Dans ce cadre, il est établi annuellement avec chaque association et établissement public, une convention d'occupation du domaine public. Cette convention est convenue pour une durée d'un an et à titre gracieux conformément à la dérogation prévue à l'article L 2125-1-2 du code général de propriété des personnes publiques pour les associations régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. L'adhésion annuelle au centre social municipal pour les associations est de 16,40€.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-29,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L. 2125-1-2,

VU le Contrat de projet validé par le Conseil Municipal du 24 novembre 2025 et le Conseil d'Administration de la CAF de Seine Maritime du 11 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT

Que le CG3P permet l'attribution d'autorisation d'occupation privative du domaine public à titre gratuit aux associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901) ;

Que le partenariat établi correspond au projet social 2026 – 2029 du Centre Social municipal ;

Que les associations et établissements publics suivants contribuent à la vie associative locale de par leurs interventions au profit des Montivillons au sein de la structure :

- Montiv'AMAP
- Famili'Bulle
- La Cépée
- Les Chevaliers du Littoral
- Club Football de Table de Montivilliers
- APF - Esat Belle Etoile

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Le Jardin des Petits Loups
- L'EFS
- L'Éducation Nationale
- 3F Normandie
- PLANETH Patient

Sa commission municipale n°7 Administration Générale réunie le 11 décembre 2025, consultée ;

VU le rapport de Madame **Agnès SIBILLE**, Adjointe au Maire en charge des Solidarités, des Seniors, du Handicap, du Logement, de l'Insertion et de l'Emploi ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

D'autoriser la mise à disposition à titre gratuit de biens du domaine public cités dans les conventions en annexe,

D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition d'équipements municipaux au bénéfice des associations ou établissements publics suivants :

- **Montiv'AMAP**
- **Famili'Bulle**
- **La Cépée**
- **Les Chevaliers du Littoral**
- **Club Football de Table de Montivilliers**
- **APF - Esat Belle Etoile**
- **Le Jardin des Petits Loups**
- **L'EFS**
- **L'Éducation Nationale**
- **3F Normandie**
- **PLANETH Patient**

Imputation budgétaire

Exercice 2026

Budget principal

Sous-fonction 42122

Nature et intitulé : 7066 Redevances et droits des services à caractère social

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 31

Contre : 0

Ne participe pas au vote : 1

Isabelle NOTHEAUX

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2025

Reçu en préfecture le 19/12/2025

Publié le 19/12/2025

webdelib

ID : 076-217604479-20251216-M_DL251215_211-DE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr